



## Assemblée générale

Distr.  
LIMITÉE

A/C.2/45/L.24  
30 octobre 1990  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-cinquième session  
DEUXIEME COMMISSION  
Point 12 de l'ordre du jour

### RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

#### Mexique : projet de résolution

#### Code de conduite des sociétés transnationales

#### L'Assemblée générale,

Rappelant les résolutions 1908 (LVII) et 1913 (LVII) du Conseil économique et social en date respectivement des 2 août et 5 décembre 1974, par lesquelles le Conseil a créé la Commission des sociétés transnationales et le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, en leur assignant pour mandat, à titre hautement prioritaire, d'élaborer un code de conduite des sociétés transnationales,

Réaffirmant sa volonté de parvenir à un consensus mondial en vue de promouvoir la coopération économique internationale au service d'une croissance soutenue de l'économie mondiale et, en particulier, à assurer la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement, exprimée dans la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement adoptée le 1er mai 1990 1/,

Convaincue qu'un code de conduite des sociétés transnationales exhaustif et bien conçu est un élément indispensable au renforcement de cette coopération et à la réalisation de l'un de ses principaux objectifs, à savoir de maximiser les contributions des sociétés transnationales à la croissance économique et au développement,

---

1/ Résolution S-18/3 de l'Assemblée générale, annexe.

Reconnaissant que les dispositions du code de conduite pourraient devoir être réexaminées et complétées par la suite en fonction de l'évolution ultérieure de la situation internationale,

1. Décide d'adopter le code de conduite des sociétés transnationales 2/ comme guide des relations entre Etats et sociétés transnationales;

2. Invite tous les Etats et toutes les sociétés transnationales à respecter les dispositions du code de conduite dans leurs relations mutuelles;

3. Prie la Commission des sociétés transnationales et le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales d'étudier divers moyens d'accélérer le courant des investissements étrangers directs, des techniques, du savoir-faire et de l'esprit d'entreprise vers les pays en développement en vue de promouvoir leur développement économique.

-----

---

2/ E/1990/94, annexe.